

# THEMA

## Les liaisons dangereuses ou les relations troubles entre le politique et les musées canadiens

### Dangerous Liaisons: Disquieting affairs between the two worlds of politics and Canadian museums

Yves Bergeron

Professeur de muséologie et patrimoine / Professor of Museum Studies  
Université du Québec à Montréal  
Canada

Reçu : 30 mai 2013

Accepté : 24 novembre 2013

Mis en ligne : 25 mars 2014

Received: May 30, 2013

Accepted: November 24, 2013

Online: March 25, 2014

---

Pour citer cet article (version originale)

Bergeron, Yves. 2014. Les liaisons dangereuses ou les relations troubles entre le politique et les musées canadiens. *THEMA. La revue des Musées de la civilisation* 1: 127-140.

To cite this article (English translation)

Bergeron, Yves. 2014. Dangerous Liaisons: Disquieting affairs between the two worlds of politics and Canadian museums. *THEMA. La revue des Musées de la civilisation* 1: 141-154.

---

Tous droits réservés / All rights reserved

© THEMA. La revue des Musées de la civilisation, 2014

ISSN : 2292-6534

[thema.mcq.org](http://thema.mcq.org)

# LES LIAISONS DANGEREUSES

## OU LES RELATIONS TROUBLES ENTRE LE POLITIQUE ET LES MUSÉES CANADIENS

YVES BERGERON\*

### Résumé

*Alors que les musées invoquent la démocratie culturelle comme moteur de changement et de développement, de plus en plus de cas pourraient nous faire douter d'une véritable autonomie de gestion des musées ayant des répercussions directes sur le développement de la démocratie culturelle dans les musées canadiens. Après une brève réflexion sur le concept de démocratie culturelle, l'article traite de la situation actuelle des musées au Canada et de la position du gouvernement fédéral qui remettent en question les fondements de la démocratie culturelle. À partir de cas récents, l'auteur démontre comment le gouvernement conservateur s'est engagé au cours des dernières années dans un contrôle des messages des expositions par une variété de moyens, dont l'intervention politique et les coupes budgétaires visant davantage l'appareil scientifique et le mandat de conservation des musées. Ces gestes contribuent à créer un climat de tensions qui conduit à l'autocensure et, ultimement, à la restructuration des missions des musées d'État.*

Mots clés : musées nationaux; Parcs Canada; démocratie culturelle; politique

Au même titre que le développement durable ou le multiculturalisme, la démocratie culturelle est devenue une vertu au sens premier du terme, c'est-à-dire « pratique du bien et force morale » (TLFi), maintes fois évoquée dans les credos des politiques culturelles des gouvernements. Qui oserait aujourd'hui mettre en doute un principe que l'on estime fondamental et qui est devenu en quelque sorte un lieu commun<sup>1</sup> pour les institutions muséales ?

Curieusement ou paradoxalement, alors que les musées invoquent la démocratie culturelle comme moteur de changement et de développement, de plus en plus de cas pourraient nous faire douter d'une véritable autonomie de gestion des musées ayant des répercussions directes sur le mouvement de démocratie culturelle. Le Canada offre des exemples représentatifs de l'équilibre fragile qui existe entre les musées et le pouvoir politique. Pensons simplement aux coupes importantes du gouvernement conservateur dès 2008 dans la culture et le réseau des musées canadiens<sup>2</sup>, à l'intervention d'Imperial Oil dans les contenus de l'exposition *Énergie, le pouvoir de choisir* (2011) au Musée des sciences et de la technologie du Canada (MSTC), à Ottawa, ou aux suppressions de postes de chercheurs dans le réseau de Parcs Canada en 2012. Enfin, on ne peut passer sous silence le récent changement de vocation du Musée canadien des civilisations (MCC) que le gouvernement de Stephen Harper a choisi de transformer en Musée canadien de l'histoire (MCH) afin d'en faire un des acteurs clés de sa vision de l'identité canadienne. Ces événements récents, qui apparaissent sans précédent dans l'histoire des musées canadiens, ne sont peut-être pas le simple fruit du hasard. Derrière ces différents cas, il semble se dégager une logique qui met

\* Professeur de muséologie et patrimoine, Université du Québec à Montréal. [bergeron.y@uqam.ca](mailto:bergeron.y@uqam.ca)  
Reçu : 30 mai 2013    Accepté : 24 novembre 2013    Mis en ligne : 25 mars 2014

en lumière des enjeux fondamentaux pour l'avenir des institutions muséales. Cela n'est pas non plus sans poser des questions sur la place de la recherche comme moteur du savoir et de la démocratie culturelle.

## ACCÈS UNIVERSEL AU SAVOIR ET NOUVELLE MUSÉOLOGIE

La démocratie culturelle constitue une des valeurs fondamentales qui permet aux gouvernements de mettre en place des programmes d'intervention publique (Bellavance 2000). C'est surtout à partir des années 1970, 1980 et 1990 qu'elle déterminera l'orientation que prendront nombre de musées, suscitant des modifications majeures dont le monde muséal vit aujourd'hui les contrecoups. Ces décennies, qui suivent la résolution de la *Table ronde sur le développement et sur le rôle des musées dans le monde contemporain* de Santiago du Chili (1972), témoignent de ces efforts visant à faire du musée un lieu de réflexion et d'inclusion sociale<sup>3</sup>. C'est ainsi que les expositions thématiques de même que les expositions itinérantes se multiplient et favorisent une augmentation du nombre de visiteurs de sorte que les statistiques d'achalandage s'accroissent considérablement au cours de cette période. Si plusieurs ont cru voir dans ce phénomène un effet direct de la « nouvelle muséologie » (Desvallées 1992), il semble que cette progression du nombre de visiteurs dans les musées correspond également à un moment charnière où les citoyens des pays industrialisés ont de plus en plus accès à l'éducation postsecondaire<sup>4</sup>. En d'autres termes, les conditions se trouvent réunies à compter de la décennie 1970 afin de favoriser le développement du réseau muséal et sa plus large accessibilité à toutes les catégories sociales. Outre les publics scolaires, qui peuvent être considérés comme des publics captifs, les efforts pour rejoindre les segments de population habituellement indifférents aux musées ne portent pas vraiment de fruits. Si les mieux nantis continuent de fréquenter les musées, la classe moyenne élargit le bassin des visiteurs dans la mesure où elle a soudainement accès au niveau d'éducation supérieur. Enfin, le réseau de l'éducation (niveaux primaire et secondaire) favorisera l'accès au musée de toutes les catégories sociales par des programmes d'apprentissage dans les musées. Dès lors, les musées souhaitent de plus en plus s'inscrire dans une perspective de démocratie culturelle en mettant l'accent sur l'éducation muséale et en développant des programmes d'action culturelle destinés à tous les publics (Hooper-Greenhill 2007).

Cet important moment de transition pour les musées suscite également la contestation du rôle traditionnel des musées. Les minorités qui avaient été jusque-là ignorées revendiquent une place au musée et la liberté d'interpréter leur histoire et leur culture. C'est notamment le cas des autochtones qui revendiquent d'ailleurs les collections conservées dans les musées publics. Le cas le plus intéressant reste sans aucun doute la contestation en 1989 de l'exposition *When the Spirit Sings* présentée au Glenbow Museum de Calgary et financée par Shell (Archibald 1995). Les collectivités autochtones contestent l'image du « Bon Sauvage » qu'entretient le musée en perpétuant les stéréotypes sur les Premières Nations et les Inuit<sup>5</sup>, sans tenir compte des difficultés de leur réalité contemporaine (Price 2011). C'est ainsi que furent créées la table de concertation de l'Association des musées canadiens, réunissant les porte-parole autochtones pour discuter d'une nouvelle muséologie mieux adaptée aux attentes des Premiers Peuples, et la Commission Royale Erasmus-Dussault<sup>6</sup>, où les questions patrimoniales étaient notamment au centre des discussions (Arsenault, communication personnelle).

Sous l'impulsion des valeurs de la nouvelle muséologie, les musées se transforment en profondeur. On ne se contente plus de donner accès aux collections permanentes, on réalise des expositions thématiques qui rejoignent les intérêts des citoyens. Le musée n'est plus un simple lieu de conservation et de contemplation, il devient le théâtre de la culture au sens large du terme. Le Musée de la civilisation inauguré à Québec par le gouvernement québécois en 1988 s'inscrit pleinement dans l'esprit de la « nouvelle muséologie » et est devenu un exemple emblématique de ce mouvement (Arpin 1997). Le concept et l'approche du Musée de la civilisation ont d'ailleurs inspiré de nombreux musées à travers le monde (à titre d'exemple : le musée du quai Branly à Paris, la Maison de l'histoire européenne à Bruxelles, le Musée des civilisations de l'Europe et de la Méditerranée à Marseille et le Musée national de la civilisation égyptienne au Caire).

## LA RÉVOLUTION DU LIBÉRALISME ÉCONOMIQUE

Les expositions thématiques amorcées par la nouvelle muséologie attirent de nouveaux visiteurs qui reviennent de plus en plus fréquemment. Dès lors, on observe une croissance significative des revenus de billetterie des musées. Au cours de la même période, d'autres facteurs contribuent à transformer les musées. Les coûts en immobilisation augmentent et la production des expositions exige des investissements de plus en plus importants. Conséquemment, les musées n'ont d'autre choix que d'augmenter leurs revenus. Ce mouvement né de l'esprit de démocratisation culturelle semble avoir rapidement dérivé vers l'idéologie du néolibéralisme. En fait, les forces du marché se mettent en place et les musées se transforment afin de répondre aux règles de l'industrie culturelle de sorte qu'ils créent des services de communication et de marketing afin d'augmenter la fréquentation et conséquemment les revenus (Mairesse 2005). Les musées se mettent alors en tête de produire des expositions dites *blockbuster* afin d'attirer le grand public, ce qui contribua à transformer le musée en média de masse, révélant du même coup les premières fractures dans son projet culturel. Si les collections sont longtemps restées au cœur du projet muséal, la recherche de nouveaux publics et de revenus recentre nécessairement le musée autour de l'exposition, de l'événementiel et de l'économie.

Bien que les muséologues se trouvent déchirés par cette nouvelle tendance qui s'affirme dans les décennies 1980 et 1990, les musées se retrouvent dans une position où le retour en arrière devient impossible. Les pressions des gouvernements font en sorte qu'ils n'ont d'autres choix que de multiplier les expositions temporaires afin de générer des revenus permettant de financer les activités de diffusion. Comme les coûts de production augmentent considérablement, les musées se regroupent pour produire collectivement des expositions temporaires et itinérantes qui permettent de rentabiliser les investissements (Clair 2007). Il en résulte une réduction du projet initial du musée, qui consistait à rassembler des œuvres et des objets, témoins de l'histoire culturelle au profit de la diffusion du patrimoine à travers les expositions, les programmes éducatifs, les activités culturelles et, à compter de la décennie 1990, les expositions virtuelles. En somme, les musées ne sont plus centrés sur les collections et la conservation du patrimoine, mais plutôt sur les visiteurs.

## LA CONTRE-RÉVOLUTION DE LA DÉMOCRATIE CULTURELLE : DU NÉOLIBÉRALISME AU NÉOCONSERVATISME

Si le néolibéralisme, en réduisant la culture à sa dimension économique, a en quelque sorte décentré le musée de son projet initial, qui consistait avant tout à développer des collections et à révéler le patrimoine, on doit reconnaître qu'il a tout de même favorisé la diffusion des savoirs. Jamais dans l'histoire des musées on n'avait autant réfléchi au rôle social de l'institution muséale ni publié de littérature à ce sujet.

Depuis quelques années, on assiste à une nouvelle vague de fonds qui bouleverse plus que jamais les fondements du projet muséal. Il ne fait aucun doute que les valeurs du néoconservatisme sont à l'œuvre et transforment en profondeur les musées canadiens. Dans ce contexte, certains d'entre eux se prêtent plus volontiers à l'idéologie conservatrice, en opposition avec la tradition historique des musées pour la démocratie culturelle. C'est du moins ce que l'on peut observer à travers les cas récents observés au Canada.

Nous avons assisté au Canada à un débat national quand le gouvernement Harper a décidé de commémorer un moment historique qui était resté jusque-là dans l'ombre. La commémoration du 200<sup>e</sup> anniversaire de la guerre de 1812 qui opposait les États-Unis à la Grande-Bretagne repose sur la volonté du parti conservateur de créer un nouveau mythe de fondation du Canada en rappelant que cette guerre fut un moment crucial pour le Canada comme nation. Il est d'ailleurs intéressant de retourner à l'ouvrage de John Murdoch Harper publié en 1913 pour commémorer *The Century of Peace* et qui semble

avoir inspiré le gouvernement un siècle plus tard. Sur le site Web que le gouvernement canadien a créé pour l'occasion, les messages officiels sont précédés d'un texte signé par le premier ministre Stephen Harper (2012) qui s'inspire de cet ouvrage :

La guerre de 1812 fut un événement marquant dans l'édification de notre grand pays. À l'occasion du 200<sup>e</sup> anniversaire de cette guerre, j'invite tous les Canadiens à découvrir ce pan de notre histoire et à commémorer nos fiers et braves ancêtres qui se sont battus et ont remporté la victoire malgré l'inégalité des forces en présence. [...] une guerre où les autochtones, les milices locales, les milices de volontaires et les régiments de langue française et anglaise ont combattu côte à côte afin de défendre le Canada contre l'invasion américaine.

La guerre nous a permis de devenir un pays libre et indépendant, uni sous la Couronne et respectueux de notre diversité ethnique et linguistique. Les efforts héroïques des Canadiens d'alors ont défini ce que nous sommes devenus, le côté de la frontière que nous habitons et le drapeau que nous saluons.

Il y a dans cette commémoration une volonté politique du parti conservateur d'imposer une vision idéologique de l'histoire en déplaçant la fondation du Canada de 1867, année de la Confédération, vers 1812 alors que le Canada était encore une colonie britannique et qu'il n'existait pas encore de structure politique unificatrice. Dans l'ouvrage collectif *Débats sur la fondation du Canada* (Laforest et Kelly 2004), les historiens Janet Ajzenstat, Paul Romney, Ian Gentles et William D. Gairdner ne font pas mention de la guerre de 1812 comme moment charnière de l'identité canadienne. D'ailleurs, comme le souligne l'historien Jocelyn Létourneau (2012) dans « L'identité canadienne refaçonnée ? » :

On a beaucoup glosé sur la décision récente du gouvernement Harper de restaurer certains symboles monarchiques pour les arrimer à l'emblématique [*sic*] du Canada. On a aussi dénoncé l'initiative qu'il a eue de transformer la guerre de 1812 en un événement déterminant de la formation du pays. Au Québec bien sûr, mais dans le reste du Canada également, plusieurs intervenants se sont élevés contre ce qui, à première vue, apparaît, d'un côté, comme un retour en arrière sur le plan de la production des symboles nationaux et, de l'autre, comme un détournement du passé à des fins de propagande politique au présent.

Pour Létourneau, la réponse se situe probablement dans une analyse actualisée de l'échec du multiculturalisme qui a conduit le gouvernement Harper à construire un nouveau paradigme identitaire.

Des historiens et des journalistes (Boileau 2012) ont réagi à cette opération de commémoration qui s'est transformée en programme politique. Ce que l'on doit retenir, c'est que le parti conservateur a mis à contribution plusieurs institutions canadiennes dont Patrimoine canadien, la Défense nationale, Parcs Canada, Bibliothèque et Archives Canada, Postes Canada ainsi que le Musée canadien de la guerre. Cette mobilisation des institutions canadiennes devait servir, comme l'écrit le ministre du Patrimoine canadien et des Langues officielles, James Moore, à raconter « les histoires des héros canadiens pour illustrer notre passé et nos valeurs. Parmi ces personnes, on peut compter Sir Isaac Brock, Tecumseh, Charles-Michel de Salaberry et Laura Secord, qui ont aidé à défendre notre pays pendant le conflit » (Moore 2012).

Bien que le réseau des lieux historiques nationaux de Parcs Canada ait été convoqué à participer à cette commémoration, le premier ministre annonçait au printemps 2012 la décision du gouvernement de couper de manière drastique le budget de Parcs Canada. Le réseau qui était pourtant reconnu à l'échelle internationale pour son excellence en recherche et en médiation du patrimoine se trouve aujourd'hui fragilisé. C'est 20 % des 3 000 postes qui furent supprimés en 2012. La direction de Parcs Canada tente de minimiser l'impact de ces coupes en précisant que « l'élimination de postes se fait essentiellement sur des secteurs qui n'ont pas de rapport direct avec le public. Nous voulons améliorer notre efficacité à

l'interne tout en nous réalignant sur les besoins des visiteurs. L'objectif est de concentrer nos services et nos effectifs dans les lieux les plus fréquentés » (Stab 2012). Ce qu'il faut comprendre, c'est que les postes abolis concernent les chercheurs, c'est-à-dire ceux qui produisent et valident les contenus historiques. Comme de nombreux autres organismes, l'Association des communicateurs scientifiques du Québec s'est élevée contre la suppression de ces postes qui, écrit-on, portent atteinte à la mémoire collective : « Au total, sur les 72 archéologues et conservateurs du pays, il n'en reste plus que 20. Quant aux guides en chair et en os, plusieurs seront remplacés par des audioguides ou des applications iPad » (Levée 2013). Le gouvernement du Québec et les archéologues se sont également opposés au déménagement à Gatineau des collections archéologiques conservées à Québec (Mathieu 2013), dont l'accès sera plus difficile aux chercheurs.

## DEUX EXPOSITIONS EMBLÉMATIQUES

La stratégie de commémoration de la Guerre de 1812 annonçait des changements majeurs dans la médiation du patrimoine. Dans le même esprit, le gouvernement fédéral a accentué ses interventions politiques dans les contenus des expositions. Retenons ici deux exemples qui semblent emblématiques de la position du gouvernement conservateur.

Après avoir réalisé *Sexe: l'expo qui dit tout* (2012-2013), le Centre des sciences de Montréal a proposé l'exposition à d'autres musées. En 2012, le MSTC a choisi de présenter l'exposition à Ottawa. Peu de temps avant l'ouverture, les réactions furent vives et le ministre du Patrimoine canadien d'alors, James Moore, est intervenu en rappelant que le contenu « est insultant pour les contribuables » (Mercier 2012). Radio-Canada révélait que les plaintes émanaient de groupes religieux avant même l'ouverture de l'exposition. La journaliste Brigitte Bureau identifie les groupes suivants : « la Ligue catholique pour les droits de l'Homme, l'Institut du mariage et de la famille, l'Association d'éducateurs à domicile de la région d'Ottawa, Canada Family Action et l'Evangelical Fellowship du Canada » (Bureau 2012a). Elle souligne également que « parmi les opposants se trouve le groupe évangélique Christian Governance - Gouvernance chrétienne » (Bureau 2012a) dont le site Web est dirigé par Timothy Bloedow, qui est l'adjoint du député conservateur, Maurice Vellacott de Saskatoon.

Bien que l'exposition ait été réalisée avec l'appui d'un comité scientifique « composé de médecins, d'experts en santé publique, d'experts en sciences de l'éducation et de sexologues afin de valider le contenu et la présentation de l'exposition » et qu'un « groupe d'adolescents, les "cellules sciences", a également participé au développement de l'exposition en commentant les différentes versions du scénario » (Moore 2012), l'opinion du ministre a forcé le Musée à faire passer de 12 à 16 ans l'âge minimum pour visiter l'exposition. Il semble que les tensions entre le Musée et le ministre furent vives, car le porte-parole de James Moore a tenu à préciser aux journalistes « que le financement accordé au MSTC "ne sera pas affecté" par la présentation de l'exposition » (Gariépy cité dans Mercier 2012). La journaliste scientifique Brïte Pauchet écrivait un article dans le cadre du congrès de l'Association francophone pour le savoir (ACFAS) en 2012 : « Autant Michel Groulx (chef recherche et contenu au Centre des sciences de Montréal) que Pierre Noreau, président de l'ACFAS, s'inquiètent de cette ingérence du politique dans le droit du citoyen à être informé, à accéder à la culture scientifique » (Pauchet 2013).

Ce qui apparaît particulier dans ce cas, c'est que les plaintes d'une cinquantaine de personnes en désaccord avec certains thèmes de l'exposition ont conduit le MSTC à censurer l'accès de l'exposition qui n'avait pourtant pas suscité de controverse ni à Montréal ni à Régina où elle fut présentée. Il est assez rare qu'un ministre, pressé par des citoyens, intervienne auprès des autorités d'un musée. Ce cas est éclairant à plusieurs égards sur les liens étroits qui existent depuis toujours entre musées et politique. Ce qui est nouveau, c'est la volonté affirmée d'intervenir dans la gestion des musées.

Dans une exposition au titre évocateur, *Énergie, le pouvoir de choisir*, le MSTC s'est associé à un partenaire financier, Imperial Oil, qui a donné 600 000 \$ pour la réalisation du projet. Il s'agit d'une pratique courante qui a toujours été encouragée par l'État qui finance les musées nationaux.

Dès le départ, le musée a mis en place un comité consultatif formé de scientifiques, de groupes environnementaux et de représentants de l'industrie. Radio-Canada a eu recours à la loi d'accès à l'information afin de documenter ce projet et a découvert que la représentante d'Imperial Oil, Susan Swan, qui est directrice des affaires publiques de l'entreprise, occupait également le poste de présidente du comité consultatif.

Ce qui peut sembler curieux, c'est que le Musée amalgame à la fois le conseil scientifique et les représentants du milieu dans un même comité. Au plan éthique, les musées ont avantage à conserver une distance raisonnable avec ceux qui ont intérêt à influencer les contenus des expositions en n'oubliant jamais que même si des entreprises privées contribuent à ces projets, les musées nationaux sont avant tout des institutions publiques financées par l'État. L'absence de distance entre les sociétés d'État et les partenaires financiers peut laisser planer des doutes quant à l'indépendance et l'impartialité de l'institution. Dans ce cas particulier, ce qui devait arriver arriva. Certains messages proposés par les scientifiques et les groupes environnementalistes seraient entrés en conflit avec le lobby du pétrole. La journaliste de Radio-Canada Brigitte Bureau a démontré, preuve à l'appui, que Susan Swann a réussi à modifier les messages à l'avantage des pétrolières. Ainsi :

Elle demande par exemple qu'on écrive que l'industrie des sables bitumineux recycle de 80 % à 95 % de l'eau qu'elle utilise. Ce qui n'est pas le cas, selon certains environnementalistes. [...] Elle demande également que l'on précise que seulement 1 dixième de 1 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre est dû à l'exploitation des sables bitumineux du Canada. Elle souhaite aussi que l'on dise que le développement des sables bitumineux contribuera pour plus de 1,7 billion de dollars à l'économie canadienne dans les 25 prochaines années. (Bureau 2012b)

Sur le site de Radio-Canada, on peut d'ailleurs consulter les recommandations d'Imperial Oil ainsi que deux lettres de madame Swann au Musée (Bureau 2012b). Pressé de questions, le Musée se défend d'avoir cédé aux pressions de son partenaire financier, mais force est de reconnaître que le Musée semble plus sensible aux arguments d'Imperial Oil qu'à ceux des chercheurs. Les musées, désormais inscrits dans ce courant de libéralisme et forcés de se lier à des partenaires privés, se trouvent souvent à la limite du conflit d'intérêts. Dans ce cas particulier, on peut penser que la représentante d'Imperial Oil pouvait être soutenue par le parti conservateur qui favorise ouvertement la promotion de l'exploitation des énergies fossiles, plaçant ainsi le musée dans une position délicate. Ce qui est surtout étonnant, c'est que des contenus vérifiables dans les expositions ne font pas l'objet d'un examen critique et objectif. Les musées n'ont-ils pas le devoir d'être objectifs ou, du moins, de présenter des points de vue divergents afin de proposer au public une position neutre et objective où tous les éléments critiques lui sont présentés afin de garantir la transparence et le discernement sur des sujets aussi controversés ? C'est du moins la perception des visiteurs pour qui le musée reste le lieu par excellence de la vérité et de l'authenticité<sup>7</sup>. Plus que tout autre catégorie de musées, les musées de sciences n'ont-ils pas la responsabilité d'être objectifs ?

Malgré la polémique entourant cette exposition, l'Association des musées canadiens, qui « décerne des prix afin de célébrer et promouvoir l'excellence dans le secteur muséal canadien » a tout de même octroyé en 2012 une mention honorable à l'exposition *Énergie, le pouvoir de choisir*. Comment expliquer qu'une exposition qui a suscité la controverse et soulevé des questions d'éthique soit citée en exemple ?

Contrairement à l'exposition sur le sexe où les valeurs morales ont fait réagir le ministre, cette fois la défense de l'éthique de la recherche ne semble pas avoir interpellé le ministre, le gouvernement ou

l'Association des musées canadiens. Dans ces deux cas, peut-on croire que le musée s'inscrit dans l'esprit de la démocratie culturelle ? Ce qu'il faut savoir pour bien comprendre ce contexte particulier, c'est qu'il existe au sein de certains musées une sorte de loi du silence qui conduit à l'autocensure. Comme les musées nationaux dépendent directement de l'État et que les musées privés sont financés en partie par les gouvernements, qui oserait soulever publiquement de telles questions ? En réalité, les musées se retrouvent dans une position fragile de dépendance et ils doivent composer avec les positions des gouvernements.

## RÉÉCRIRE L'HISTOIRE

Enfin, le dernier cas qui me semble symptomatique de la philosophie néoconservatrice concerne le changement de nom du Musée canadien des civilisations (MCC) en Musée canadien de l'histoire (MCH). En apparence, il ne s'agit que du nom du musée, mais dans la réalité, les choses sont certainement plus complexes. Le ministre du Patrimoine canadien, James Moore, annonçait le 16 octobre 2012 que le MCC porterait désormais le nom de Musée canadien de l'histoire et que son mandat changerait, précisant que : « Sa programmation sera beaucoup plus axée sur l'histoire du Canada et la société canadienne plutôt que sur l'anthropologie et les différentes civilisations ». Lors de la conférence de presse, le ministre rappelait que ce projet s'inscrit dans la perspective de 2017 :

Les États-Unis ont le musée Smithsonian; l'Allemagne, le musée historique allemand. Nous trouvons, partout dans le monde, des exemples où de grands pays se sont donné de grands musées pour raconter leur histoire nationale.

Nous avons l'occasion de faire de même au Canada, particulièrement à l'approche de notre 150<sup>e</sup> anniversaire en 2017. Déjà, plusieurs musées locaux préparent des expositions spéciales pour raconter l'histoire de leur région en ce 150<sup>e</sup> anniversaire. (Moore 2012)

Cette annonce n'est pas passée inaperçue. Des historiens et des politiciens se sont exprimés à ce sujet en dénonçant la volonté du gouvernement Harper de réécrire l'histoire canadienne et d'utiliser le plus important musée d'État au pays afin d'atteindre ses objectifs (Létourneau 2012 ; Morin 2012).

Outre les critiques qui fusent de partout, on doit reconnaître que les musées nationaux sont des créations de l'État et que des lois encadrent leurs mandats. Le gouvernement peut très bien redéfinir la mission des musées en adoptant de nouvelles lois. À plusieurs reprises, le gouvernement canadien a changé le nom et les orientations du MCC, qui était à l'origine connu comme le musée géologique de la Commission géologique du Canada (CGC), créé officiellement en 1856. Au début du XX<sup>e</sup> siècle, le musée de la CGC intègre officiellement une division d'ethnologie et d'anthropologie (1907) et devient le Musée national du Canada, puis le Musée national de l'Homme, en 1969, avant de changer une fois de plus son nom en 1986. L'appellation Musée canadien des civilisations apparaît comme une décision politique en réaction à la création par le gouvernement du Québec du Musée de la civilisation à Québec. Il est par ailleurs essentiel de rappeler que le concept du MCC s'inspire notamment de la vision du philosophe et sociologue Marshall McLuhan et de son concept de « village global » (MacDonald et Stephen 1989) auquel était particulièrement sensible le premier ministre du Canada de l'époque, Pierre Elliott Trudeau. En somme, nous ne sommes pas devant un précédent puisque le musée était à l'origine constitué autour de collections scientifiques et que l'ajout de collections ethnographiques a contribué à le transformer en musée d'anthropologie, puis en musée de société.

Dans son projet de loi C-49 modifiant la loi sur les musées, le gouvernement précise que :

La modification change la mission du Musée de plusieurs façons. Premièrement, les efforts du Musée ne ciblent plus « l'ensemble du Canada et [...] l'étranger », mais les « Canadiens ». Deuxièmement, le Musée, dont la mission actuelle est d'accroître « l'intérêt, le respect et la compréhension critique de même que la connaissance et le degré



d'appréciation par tous à l'égard des réalisations culturelles et des comportements de l'humanité», aura maintenant pour mission d'accroître «la connaissance, la compréhension et le degré d'appréciation des Canadiens à l'égard d'événements, d'expériences, de personnes et d'objets qui incarnent l'histoire et l'identité canadiennes, qu'ils ont façonnée, ainsi que de les sensibiliser à l'histoire du monde et aux autres cultures». Troisièmement, la modification supprime toute mention des moyens que le Musée peut utiliser pour exécuter sa mission.<sup>8</sup>

Ce qui apparaît nouveau dans le changement d'orientation afin d'en faire un musée d'histoire réside plutôt dans le repli sur une position disciplinaire. Alors que les musées d'anthropologie et de société convoquent différentes disciplines afin de traiter d'une thématique, les musées d'histoire se contentent le plus souvent d'une seule discipline et privilégient un récit. Le président-directeur général du Musée, Mark O'Neill, écrit à ce propos :

Le Musée canadien de l'histoire relatera le récit national du Canada et de ses gens. Davantage axé sur les liens qui, unissant le passé au présent, ont contribué à façonner le Canada et les Canadiens, le Musée explorera les principaux thèmes, les événements charnières et le récit des gens qui s'inscrivent dans notre expérience nationale; il donnera vie à notre histoire, et il offrira au public un solide sentiment d'identité canadienne. (O'Neill, s.d.)

La position du président-directeur général du Musée rejoint ici la longue tradition des musées nationaux qui ont pour mission de former les citoyens à une vision commune de l'identité.

La journée même de l'annonce de ce changement de nom, Hélène Buzetti (2012) écrivait dans *Le Devoir*:

Il portera maintenant le nom de Musée canadien de l'histoire. James Moore, ministre du Patrimoine et des Langues officielles, en faisait l'annonce [mardi]. L'idée semble anodine de prime abord, mais il faut voir cet événement comme s'inscrivant dans un mouvement beaucoup plus large de manipulation et de construction d'un discours de la vérité et de l'institutionnalisation de la subjugation des sciences à la volonté politique.

Quand on fouille les archives, on retrouve des propos semblables lorsque le gouvernement annonçait la disparition du Musée de l'Homme au profit du nouveau concept de MCC. En somme, toute transformation d'une grande institution nationale suscite toujours des résistances et des inquiétudes, car les intellectuels savent bien que les musées façonnent la perception des citoyens et qu'un changement de désignation s'accompagne d'un nouveau discours sur l'identité nationale. Il ne fait aucun doute que le concept de *nation-building* n'est pas nouveau. Le projet de reconversion du MCC s'inscrit dans cette perspective. On peut d'ailleurs imaginer qu'une nouvelle génération de politiciens revendiquera éventuellement une reconversion du MCH.

Que le gouvernement conservateur souhaite créer un musée d'histoire sur le modèle du National Museum of American History est certainement défendable comme choix politique. Cependant, la transformation du MCC signifie la disparition d'un important musée de société qui ne joue pas le même rôle qu'un musée d'histoire. C'est là où le choix du gouvernement conservateur mérite d'être remis en question. De plus, il faut reconnaître que le MCC fait partie des musées canadiens qui ont réussi à renouveler la muséologie et à s'ouvrir à de nouveaux publics. En ce sens, le MCC a atteint les objectifs définis par son premier directeur, George F. MacDonald, dans l'ouvrage *Un musée pour le village global*.

Dans une entrevue que j'accordais au journal *Le Devoir*, Hélène Buzetti (2012) écrivait :

Yves Bergeron, professeur de muséologie à l'UQAM, n'est pas étonné non plus. «Un changement de nom ne change pas nécessairement la nature du musée», dit-il en rappelant le cas du Musée du Québec devenu Musée national des beaux-arts sans que sa mission en

ait été modifiée. C'est dans cinq ou sept ans que l'on verra si des changements ont vraiment lieu dans le contenu, conclut-il, car les expositions se préparent de longue date.

Mon propos lors de l'entrevue s'inscrivait plutôt dans l'esprit de cet article en proposant une analyse dans une perspective historique. Les véritables changements dans les musées ne tiennent pas toujours à l'énoncé de mission, mais aux orientations stratégiques définies par la direction et le conseil d'administration des musées.

Lors de la conférence de presse, on avait disposé derrière le ministre James Moore certains objets emblématiques de l'histoire canadienne, dont le chandail de Maurice Richard et l'astrolabe de Champlain. Or, il se trouve que j'ai écrit sur cet artefact du Régime français, devenu objet phare du MCC et dont l'authenticité a été mise en doute à plusieurs reprises. L'histoire de l'astrolabe de Champlain découvert par hasard en 1867 près de Cobden en Ontario se révèle plutôt controversée (Bergeron 2010 ; Hunter 2004-2005). Si l'histoire du parcours de l'astrolabe peut être mise en doute, l'utilisation de cet objet mythique est particulièrement révélatrice de la position des musées qui ne sont pas toujours les conservatoires des objets authentiques de l'histoire, mais de toute évidence les musées participent à la construction de l'histoire. Il faut reconnaître qu'ils contribuent en quelque sorte à fabriquer le patrimoine. La question qui se pose est de savoir si le projet du MCH sera de cette nature. Si c'est le cas, on peut s'interroger sérieusement sur le rôle des musées dans la société et sur la possibilité qu'ils ont de conserver leurs distances par rapport au politique.

Lors de l'annonce par le ministre, l'Association des musées canadiens s'est spontanément prononcée en faveur de ce changement d'orientation. La consultation des revues de presse montre que l'opposition au projet mobilise de nombreux acteurs du patrimoine au pays. Le projet de loi C-49<sup>9</sup> par ailleurs, ne manque pas de rappeler ces positions, comme on peut le lire ici :

Les détracteurs du changement ont insisté sur l'importance que le gouvernement accorde à l'histoire militaire et avancé l'hypothèse que cela pourrait devenir la nouvelle orientation du Musée. De façon plus générale, certains se sont demandé si ce changement faisait partie d'une stratégie globale pour refaçonner l'identité nationale. Plus particulièrement, James Turk, directeur général de l'Association canadienne des professeures et professeurs d'université, regrettait la disparition de la salle du Canada qui, à son avis, était la plus grande et la meilleure exposition d'histoire sociale au pays. Quant à Dan Gardner, chroniqueur à l'*Ottawa Citizen*, il estimait qu'il n'y avait rien de mal à avoir un musée sur l'histoire du Canada, mais remettait en question l'idée de créer un tel musée en modifiant la mission du Musée actuel. D'autres personnes se préoccupaient de la fermeture du Musée canadien de la poste.

Par ailleurs, le projet de loi cite aussi les tenants et défenseurs du projet, parfois à l'insu de ces derniers. Ainsi, on cite l'entrevue que j'ai donnée au journal *Le Devoir* et qui m'associe à ceux qui appuient le projet. Si je n'avais pas eu à préparer cet article, je n'aurais probablement jamais découvert que le gouvernement conservateur m'associait bien malgré moi à ce projet<sup>10</sup>.

## LE VÉRITABLE ENJEU : LA DÉMOCRATIE CULTURELLE ET LES SAVOIRS

Les exemples sont trop nombreux pour ne pas constater que l'espace de liberté et d'autonomie des musées a connu des hauts et des bas à partir du moment où les gouvernements ont pris conscience que les musées devenaient des médias de masse et qu'ils avaient de l'influence sur les citoyens et ultimement sur les touristes étrangers. Quand un gouvernement choisit d'utiliser un musée afin de valider sa position idéologique, cette stratégie repose sur un dogme, c'est-à-dire que les musées sont pour le grand public des lieux d'authenticité et de vérité. À ce titre, on peut comprendre qu'il soit stratégique pour des

gouvernements ou des entreprises de s'associer à des productions muséales qui semblent, comme l'écrit André Gob, « au-dessus de tout soupçon » (Gob 2007:331).

Si la démocratie culturelle apparaît de plus en plus fragile au sein des musées, les savoirs qu'on y diffuse méritent certainement d'être remis en question. L'espace de liberté dont rêvaient Diderot et d'Alembert a trouvé au sein des musées l'espace rêvé pour la diffusion des savoirs, mais rappelons que les philosophes des Lumières ont combattu les forces conservatrices de la politique et des religions qui s'opposaient à la démocratisation du savoir et des connaissances. N'oublions surtout pas qu'il ne faut jamais tenir la démocratie et la liberté pour acquises. Les musées demeurent encore des institutions culturelles qui favorisent la transmission des savoirs et qui permettent de développer l'esprit critique, mais il faut rester vigilant afin d'éviter les dérives de l'arbitraire, de la censure et de l'autocensure qui ne favorisent pas l'épanouissement du savoir.

Comme le rappelait Roland Arpin (1997:71), « les musées doivent-ils occulter la politique ? » :

La question est inutile. Nous sommes devant un fait. Dès que des hommes se regroupent, ils travaillent tôt ou tard à faire triompher une idée, à faire partager leurs convictions. La politique, c'est cela : l'expression des passions, la divergence d'opinions, les affrontements, les compromis, les rapports de pouvoir. Des ruses ne [*sic*] devraient cependant s'asservir une institution culturelle consacrée au public pour l'emporter sur des idées. La politique est importante dans la cité, mais elle n'est pas la voie par laquelle un musée fait ses choix. Il y a d'ailleurs une négation de l'action culturelle dans l'usage de la force pour faire triompher ses vues. (Arpin 1997:72)

Historiquement, les musées sont liés de près au politique, mais leur développement tient au fait qu'ils ont su maintenir une distance raisonnable avec le politique en étant parfaitement conscients qu'il s'agit d'une liaison dangereuse, mais incontournable.

## REMERCIEMENTS

L'auteur tient à remercier Daniel Arsenault, Jennifer Carter, Raymond Montpetit et Bernard Schiele de l'UQAM pour leur lecture attentive et leurs commentaires pertinents qui ont permis de préciser plusieurs questions de cette problématique complexe.

## NOTES

- 1 J'entends par *lieu commun* le sens donné par Bernard Arcand et Serge Bouchard (2003:8) : « c'est-à-dire l'idée, la chose, la façon de faire qui nous appartient à tous et qui, pour cette raison, nous ressemble et nous paraît aller de soi ».
- 2 En 2008, la Société des musées du Québec participait au rassemblement contre les coupes budgétaires en culture du gouvernement Harper, organisé par le Mouvement pour les arts et les lettres, mercredi le 3 septembre 2008 à Place Royale, à Québec (voir SMQ 2008).
- 3 Voir Déclaration de Santiago du Chili. Rôle du musée dans l'Amérique latine d'aujourd'hui. *Museum* (XXV)3, 1973.
- 4 L'augmentation de la fréquentation des musées à compter des années 1970 a souvent été associée à la démocratie culturelle, mais l'examen attentif des statistiques montre bien que si le nombre de visiteurs augmente, les musées restent globalement fréquentés par des citoyens dont le niveau de scolarité est relativement élevé. Comme l'écrivent les auteurs de *Déchiffrer la culture* : « Le temps n'a pas atténué l'exclusion relative des personnes moins instruites » (Garon et Santerre 2004:60). Olivier Donat (2009:187) arrive aux mêmes constats dans son analyse des pratiques culturelles des Français. Le véritable défi pour les musées consiste plutôt à faire des percées dans des catégories sociales moins favorisées. De ce point de vue, il reste beaucoup à faire, malgré les progrès engendrés par le mouvement de la nouvelle muséologie.
- 5 Note au lecteur : Les Musées de la civilisation mettent de l'avant les ethnonymes autochtones par respect pour les langues vernaculaires.
- 6 On peut consulter ce rapport sur le site du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien : [http://www.collectionscanada.gc.ca/webarchives/20071115211319/http://www.ainc-inac.gc.ca/ch/rcap/sg/sgmm\\_f.html](http://www.collectionscanada.gc.ca/webarchives/20071115211319/http://www.ainc-inac.gc.ca/ch/rcap/sg/sgmm_f.html)
- 7 Dans sa définition du concept de « muséal », le philosophe Bernard Deloche (2011) rappelle que la spécificité du champ muséal repose sur la relation avec la réalité. Stransky a d'ailleurs défini le terme « musealia » pour désigner les objets authentiques (voir Mairesse et Deloche 2011).

- 8 Résumé législatif du projet de loi C-49: *Loi modifiant la Loi sur les musées afin de constituer le Musée canadien de l'histoire et apportant des modifications corrélatives à d'autres lois*. Document électronique: [http://www.parl.gc.ca/About/Parliament/LegislativeSummaries/bills\\_ls.asp?ls=c49&Parl=41&Ses=1&source=library\\_prb&Language=F](http://www.parl.gc.ca/About/Parliament/LegislativeSummaries/bills_ls.asp?ls=c49&Parl=41&Ses=1&source=library_prb&Language=F) (consulté le 12 mars 2014).
- 9 *Ibid.*
- 10 Le 12 décembre 2013, la loi sur le Musée canadien de l'histoire recevait la sanction royale. Voir la Loi sur les musées (L.C. 1990, ch. 3), disponible à l'adresse suivante: <http://lois-laws.justice.gc.ca/fra/lois/M-13.4/page-3.html> (consulté le 12 mars 2014).

## BIBLIOGRAPHIE

- Archibald, S. L. 1995. *Contested Heritage: An analysis of the discourse of The Spirit Sings*. Thèse de doctorat, University of Lethbridge, Alberta.
- Arcand B. et S. Bouchard. 2003. *Les meilleurs lieux communs, peut-être*. Montréal: Boréal.
- Arpin, R. 1997. *Des musées pour aujourd'hui*. Québec: Musée de la civilisation.
- Arsenault, D. Communication personnelle, UQAM, 15 mars 2013.
- Association des musées canadiens. 2008. *Deux fois dans la même journée: abolition soudaine de programmes* (14 août). Document électronique: [http://www.musees.ca/Salle\\_de\\_presse/Archives/?n=13-229-228&pressreleasesId=206](http://www.musees.ca/Salle_de_presse/Archives/?n=13-229-228&pressreleasesId=206) (consulté le 5 décembre 2013).
- Bellavance, G. 2000. *Démocratisation de la culture ou démocratie culturelle? Deux logiques d'action publique*. Québec: Presses de l'Université Laval.
- Bergeron, Y. 2010. Le rôle des musées dans la construction des identités nationales. Dans *Patrimoines et identités en Amérique française*, dir. A. Charbonneau et L. Turgeon, 149-169. Québec: Presses de l'Université Laval.
- Boileau, J. 2012. Guerre de 1812: refaire l'histoire. *Le Devoir* (19 juin). Document électronique: <http://www.ledevoir.com/politique/canada/352786/guerre-de-1812-refaire-l-histoire> (consulté le 18 février 2014).
- Bureau, B. 2012a. Des groupes religieux se sont mobilisés contre l'exposition sur la sexualité présentée à Ottawa. *Radio-Canada* (17 mai). Document électronique: <http://www.radio-canada.ca/regions/ottawa/2012/05/17/006-expo-sexe-evangelistes.shtml> (consulté le 17 février 2014).
- . 2012b. Musée des sciences et de la technologie: Imperial Oil participe au contenu d'une exposition, *Radio-Canada* (23 janvier). Document électronique: <http://www.radio-canada.ca/regions/ottawa/2012/01/23/001-exposition-energie-ottawa.shtml> (consulté le 17 février 2014).
- Butler, D. 2012a. Museum of Civilization changes a mistake, university teachers association says. *Ottawa Citizen* (18 octobre). Document électronique: <http://www.ottawacitizen.com/travel/Museum+Civilization+changes+mistake+university+teachers/7405788/story.html> (consulté le 18 octobre 2013).
- . 2012b. Postal museum closed, collection broken up to make way for new history museum. *Ottawa Citizen* (3 décembre). Document électronique: <http://www.ottawacitizen.com/mobile/travel/Postal+museum+closed+collection+broken+make+history+museum/7624214/story.html> (consulté le 18 octobre 2013).
- Buzetti, H. 2012. Musée des civilisations du Canada – Finies les civilisations, place à l'histoire canadienne. *Le Devoir* (6 octobre). Document électronique: <http://www.ledevoir.com/politique/canada/361503/finies-les-civilisations-place-a-l-histoire-canadienne> (consulté le 17 février 2014).
- Clair, J. 2007. *Malaise dans les musées*. Paris: Flammarion.
- Delacourt, S. 2012. Civilization ends, history begins at Canada's biggest museum. *Toronto Star* (16 octobre). Document électronique: [http://www.thestar.com/news/canada/2012/10/16/civilization\\_ends\\_history\\_begins\\_at\\_canadas\\_biggest\\_museum.html](http://www.thestar.com/news/canada/2012/10/16/civilization_ends_history_begins_at_canadas_biggest_museum.html) (consulté le 17 février 2014).
- Deloche, B. 2011. Muséal. Dans *Dictionnaire encyclopédique de muséologie*, dir. A. Desvallées et F. Mairesse, 235-350. Paris: Armand Colin.

- Desvallées, A. (dir.). 1992. *Vagues. Une anthologie de la nouvelle muséologie*. Paris : Éditions W.
- Donnat, O. 2009. *Les pratiques culturelles des Français à l'ère du numérique. Enquête 2008*. Paris : La Découverte, ministère de la Culture et de la Communication.
- Gardner, D. 2012. Let's have a history museum, not a hall of fame. *Ottawa Citizen* (18 octobre). Document électronique : <http://www.ottawacitizen.com/opinion/columnists/Column+have+history+museum+hall+fame/7411562/story.html> (consulté le 17 février 2014).
- Garon, R et L. Santerre (dir.). 2004. *Déchiffrer la culture au Québec. 20 ans de pratiques culturelles*. Québec : Les Publications du Québec.
- Gob, A. 2007. *Des musées au-dessus de tout soupçon*. Paris : Armand Colin.
- Harper, J. M. 1913. *The Annals of the War. Illustrated by a selection of historical ballads*. Londres, New York et Toronto : Musson Book Company Limited.
- Harper, S. 2012. *Message du premier ministre. La guerre de 1812. La lutte pour le Canada*. Document électronique : <http://www.1812.gc.ca/fra/1305743548294/1305743621243> (consulté le 3 mars 2013).
- Hooper-Greenhill, E. 2007. *Museums and Education: Purpose, pedagogy, performance*. Londres : Routledge.
- Hunter, D. 2004-2005. The mystery of Champlain's Astrolabe. *The Beaver* (84)6: 14-23.
- Laforest, G. et S. Kelly (dir.). 2004. *Débats sur la fondation du Canada*. Québec : Presses de l'Université Laval.
- Létourneau, J. 2012. *L'identité canadienne refaçonée ? Quelle histoire (d'avenir) pour le Québec ?* Document électronique : <http://jocelynletourneau.com/2012/06/30/lidentite-canadienne-refaconnee/> (consulté le 21 novembre 2013).
- Levée, V. 2013. *Coupures à Parcs Canada : atteinte à la mémoire collective*. (Association des communicateurs scientifiques du Québec). Document électronique : <http://www.acs.qc.ca/actualite/50-coupures-a-parcs-canada-atteinte-a-la-memoire-collective.html> (consulté le 17 février 2014).
- Mairesse, F. 2005. *Le droit d'entrer au musée*. Bruxelles : Éditions Labor.
- Mairesse, F. et B. Deloche. 2011. Objet (de musée) ou musealie. *Dictionnaire encyclopédique de muséologie*, dir. A. Desvallées et F. Mairesse, 385-419. Paris : Armand Colin.
- Mathieu, A. 2013. Le PQ exhorte Ottawa de laisser à Québec sa collection d'artefacts. *Le Soleil* (23 avril). Document électronique : <http://www.lapresse.ca/le-soleil/actualites/politique/201304/22/01-4643519-le-pq-exhorte-ottawa-de-laisser-a-quebec-sa-collection-dartefacts.php> (consulté le 17 février 2014).
- MacDonald, G. F. et A. Stephen. 1989. *Un musée pour le village global*. Hull : Canadian Museum of Civilization/Musée canadien des civilisations.
- Mercier, J. 2012. Le sexe au musée est "insultant pour les contribuables" – James Moore. *Le Droit* (17 mai). Document électronique : <http://www.lapresse.ca/le-droit/arts-et-spectacles/201205/17/01-4526250-le-sexe-au-musee-est-insultant-pour-les-contribuables-james-moore.php> (consulté le 17 février 2014).
- Moore, J. 2012. *Notes pour une allocution prononcée par l'honorable James Moore, ministre du Patrimoine canadien et des Langues officielles à l'occasion de l'annonce d'une contribution financière pour souligner le 200<sup>e</sup> anniversaire de la guerre de 1812*. Document électronique : <http://www.pch.gc.ca/fra/1338219794044> (consulté le 15 octobre 2013).
- Morin, S. 2012. Adieu Musée des civilisations, voici le Musée canadien de l'histoire. *L'Express* (16-22 octobre). Document électronique : <http://www.lexpress.to/archives/9877/> (consulté le 17 février 2014).

- O'Neill, M. s.d. Coup d'œil sur le Musée canadien de l'histoire. Document électronique : <http://www.museedelhistoire.ca/nouveaumusee/coup-doeil-sur-le-musee-canadien-de-lhistoire/> (consulté le 17 février 2014).
- Pauchet, B. 2013. Ingérence politique. Sexe au musée, entre science et moralité. *L'Omniscient*. Document électronique : [http://ublomedia.net/members/bpauchet/work/bpauchet\\_work\\_5.pdf](http://ublomedia.net/members/bpauchet/work/bpauchet_work_5.pdf) (consulté le 19 février 2014).
- Pratt, S. 2012. Is Stephen Harper trying to reshape the national identity? *Edmonton Journal* (2 novembre). Document électronique : <http://www2.canada.com/edmontonjournal/news/opinion/story.html?id=950eae86-dac8-4400-968e-af4cbf39f3a5> (consulté le 19 février 2014).
- Price, S. 2011. *Au Musée des illusions: le rendez-vous manqué du quai Branly*, traduit par N. Delanoë. Paris : Éditions Denoël.
- SMQ (Société des musées du Québec). 2008. Coupures fédérales en culture : la SMQ se joint à la mobilisation du milieu culturel à Québec. Document électronique : <http://www.smq.qc.ca/publicspec/actualites/sallepresse/communiques/fiches/?id=25-50-5453> (consulté le 5 décembre 2013).
- Stab, A. 2012. Coupures budgétaires : Parcs Canada pleure. *Espaces*. Document électronique : <http://www.espaces.ca/categorie/actualites/nouvelles/article/1044-coupures-budgetaires-parcs-canada-pleure> (consulté le 20 octobre 2013).
- TLFi (Trésor de la langue française informatisé). Document électronique : <http://atilf.atilf.fr> (consulté le 17 février 2014).